Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

150-151 | 2017

Racisme et sexisme

Discriminations, genre et espaces publics parisiens

L'effet pervers est pavé de bonnes intentions

Discrimination, Gender and Parisian Public Spaces: The Pernicious Effects of Good Intentions

Catherine Deschamps

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/6819>

DOI : 10.4000/jda.6819

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2017

Pagination : 197-216

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Catherine Deschamps, « Discriminations, genre et espaces publics parisiens », *Journal des anthropologues* [En ligne], 150-151 | 2017, mis en ligne le 15 novembre 2019, consulté le 11 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/jda/6819> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.6819>

DISCRIMINATIONS, GENRE ET ESPACES PUBLICS PARISIENS. L'effet pervers est pavé de bonnes intentions

Catherine DESCHAMPS*

« Il est un peu moins de 23h. Bien que nous soyons un jour de semaine, beaucoup de monde sort de la station de métro. Ces personnes, qui ont approximativement entre 25 et 55 ans, peuvent rentrer tardivement du travail, revenir d'un dîner en ville, d'une salle de sport... Elles ne semblent pas alcoolisées, en tout cas pas au point de marcher de guingois. Il y a bien plus de femmes que d'hommes qui se déversent sur les trottoirs ; ça pourrait étonner. Et beaucoup de ces femmes prennent la rue que j'observe. Je suis leur flux. Elles avancent vite, ont la tête rentrée dans leur écharpe, aucun signe ostensible de féminité vestimentaire (les températures basses peuvent l'expliquer) et ne s'arrêtent pas – je pense à ce qu'écrivent des géographes sur l'incorporation des dangers potentiels dans l'espace public et aux tactiques qui y répondent. Les femmes, toujours seules ce soir-là, doublent les hommes comme on roule, par la gauche. Leur pas est vif mais feutré, aucun talon aiguille ne claque le bitume ; elles me font penser à des ombres furtives. Les hommes sont également souvent seuls mais ils marchent plus lentement ; ils gardent une épaisseur, une présence physique que la lumière faible n'estompe pas tout à fait. J'en vois un qui s'arrête et regarde la vitrine d'une agence immobilière. Un autre dit quelques mots à l'épicier de nuit, sans rien acheter pour autant. Je continue d'avancer dans la rue et les femmes se font plus rares à mesure que je m'éloigne du métro. J'en ai vu qui

* EVCAU (École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine)
3 quai Panhard et Levassor – 75013 Paris
Courriel : cathdes@club-internet.fr

s'arrêtaient à des portes cochères pour entrer ; d'autres qui s'engageaient au cordeau dans une rue perpendiculaire. Je n'ai croisé aucun de leur regard. Elles ont évité toute forme d'interactions, alors que quelques hommes parlent à d'autres hommes et peuvent s'intéresser aux devantures. [...] Je n'ai été témoin d'aucune manifestation visible de tension et pourtant, ce soir-là, j'ai été tentée d'interpréter les postures, tenues et déplacements rapides des femmes comme le signe qu'elles sont ou se sentent discriminées dans l'espace public. » (Extrait de mon cahier ethnographique, janvier 2016).

Cet article, qui prend prétexte des récents engouements terminologiques si ce n'est scientifiques pour les discriminations, est l'expression encore balbutiante de ce qui, de ma part, est d'abord le fruit d'un étonnement et de doutes. En ce sens, les propos qui suivent interrogent davantage qu'ils ne proposent des analyses ficelées, voire des prises de position pérennes. Tout est parti d'une double observation.

La première vient d'étudiant-e-s qui souhaitent entamer un doctorat en sociologie ou en anthropologie et avec lesquels, selon la qualité de la rencontre, se poursuivent parfois les échanges. Ces étudiant-es ont de plus en plus pour ambition de mettre l'étude des discriminations au cœur de leurs travaux – ils ne parlent plus ou peu en termes d'inégalités sociales. Dans un contexte où la bataille pour le financement de la recherche et les postes est féroce, il faut questionner le rôle joué par les commanditaires potentiels, dont les pouvoirs publics, dans l'appétence actuelle pour cet objet. La « lutte contre les discriminations » s'inscrit en effet à l'agenda de plusieurs ministères et une institution gouvernementale lui a été dédiée dès 1999.

D'autre part – et c'est là que le bât blesse – parmi ces étudiant-es, nombreux sont ceux qui construisent leur projet sur un modèle tautologique. Il s'agirait, sans précaution définitionnelle précisant l'étendue de ce qui est nommé discriminations, de prouver ce dont ils ou elles sont déjà convaincus, sans prendre la peine de se référer au préalable à la littérature existante ni, sur un mode déductif, de poser les discriminations comme hypothèse à vérifier. Une première question m'a donc traversée : les discriminations, qui

peuvent *a priori* être un socle de questionnement légitime, portent-elles intrinsèquement des effets de sidération ou l'écrasement d'un minimum de rigueur scientifique ? Si oui, comment expliquer cette emprise ? Si non, comment débusquer le leurre ? La question m'a d'autant plus animée que des mêmes étudiant-e-s, paraissant aveuglés dès lors que les discriminations sortaient de leur chapeau, pouvaient sur d'autres points montrer une bonne connaissance des débats universitaires, des compétences pour tenter d'apporter la fameuse charge de la preuve et développer cette imagination et ces intuitions qui font la recherche stimulante.

Le second constat est réflexif : alors que fin 2015 je débute sur un mode flottant une troisième ethnographie articulant genre et espace public, je semblais soudain avoir des œillères, n'étant plus sensible qu'aux marques de discrimination manifestes ou implicites. Or entre le début de mes recherches sur l'espace public au tout début des années 2000 et aujourd'hui, deux glissements sont survenus : d'un côté les recherches qui nomment et mettent les discriminations sur le devant de la scène se sont multipliées, de l'autre les travaux en langue française qui articulent genre et espace public sont sortis du bois, bénéficiant d'une exposition inédite. Saisir mon propre cheminement dans ces recherches et dans les controverses scientifiques devient alors nécessaire.

Dans cet article, il s'agit de tricoter éléments de terrain et éléments théoriques pour tenter de démêler les raisons ou les biais de mon étonnement et de mes positionnements successifs. *In fine*, le but est de questionner la part de construit scientifique de la catégorie de discrimination lorsqu'elle est associée au genre, et les risques dont il faut peut-être se prémunir pour en faire une catégorie opérante.

Glissements de terrains *in abstracto*

En sociologie et en anthropologie, existait le champ constitué des études sur la « déviance », notamment à la suite des interactionnistes héritiers de l'école de Chicago, Howard Becker (1985) et Erving Goffman (1975) en tête. Ces quinze dernières

années, publications et thèmes de colloques semblent signaler une baisse d'attrait pour le terme de « déviance » et la montée en puissance de la catégorie de « discrimination ». Au travers de ce glissement, se lit d'une part la mise en quarantaine d'un vocable que le sens commun a pu juger dépréciatif – favorisant des mécompréhensions dans le relais des spécialistes vers des publics plus étendus – et, d'autre part, un passage de l'autre côté du miroir de la morale : les sciences sociales du XX^e siècle, sans pour autant les mettre en accusation, posaient que certaines populations étaient en dehors des normes, alors qu'aujourd'hui, suivant la terminologie contemporaine, elles indiquent que le poids des normes *impose* un stigmate à qui ne les fait siennes, lequel stigmate peut demander réparation par une mise en accusation. Le basculement peut s'illustrer au travers de ce qu'Éric Fassin nomme dès 2003 *L'inversion de la question homosexuelle* : « On ne se demande plus tant aujourd'hui : Comment peut-on être homosexuel ? Mais : Comment peut-on être homophobe ? ». Or, comme le déclare Daniel Borillo, « le déplacement de l'objet d'analyse [de l'homosexualité] vers l'homophobie produit un changement aussi bien épistémologique que politique » (Borillo, 2001 : 4). Et, quoique des distinctions puissent s'immiscer selon le registre catégoriel mobilisé, l'affirmation se décline au-delà d'une question particulière, avec la multiplication dans les pays occidentaux des néologismes ayant la phobie pour suffixe. Pour les sciences sociales, le danger n'est-il pas alors dans le renversement de ce qui fonde la recherche, d'un constat (des normes et des manières de faire qui s'en éloignent) vers une suspicion qui peut tourner au procès et éloigner du projet compréhensif de la sociologie ou de l'anthropologie ? À noter ici un second glissement. Car à travailler avant sur des populations que notre herméneutique disait « déviantes », rien n'obligeait à ne s'affairer que sur ce qui fondait leur écart à la norme : tout un pan de la littérature rend compte de telle ou telle minorité sur un mode que nous pourrions par abus qualifier de « monographique ». L'attention aux conformations sociales pouvait y rester l'alpha et l'oméga des sciences sociales, mais la population enquêtée se révélait parfois

absolument dans les clous par certaines de leurs expériences, attitudes et paroles. Or comment cesser d'être obsédé par le seul écart à un idéal particulier lorsque les discriminations, au départ issues d'un vocabulaire juridique donnant lieu à sanctions (Lochak, 2003-2004), se substituent aux déviances ?

Outre une éventuelle inadaptation d'un terme de droit aux sciences sociales, deux éléments agissent de part et d'autre du glissement épistémologique. D'abord ce sont les individus ou les groupes sur lesquels portent la majorité des recherches : des personnes qui auparavant étaient choisies pour le caractère hors norme de certaines de leurs pratiques, revendications ou positions sociales (sans que l'enquête se focalise exclusivement ensuite sur leur « déviance » comme dit *supra*) et qui, aujourd'hui, sont étudiées pour la discrimination que cet écart leur fait encourir. Dit autrement, nous ne faisons toujours que rarement ce que Wayne Brekhus appelle dès 1998 la *unmarked sociology* ; nous manifestons au contraire un goût persistant pour l'étude de phénomènes en première instance marginaux, abordés du point de vue des minorités. Ensuite, parmi ces minorités, nous semblons davantage armer nos analyses par les récits de qui est discriminé plutôt que de qui discrimine - sans même parler de nos réticences à aborder nos objets de recherche en partant des témoignages des bourreaux et autres oppresseurs patentés. Ce faisant, nous confortons une « concurrence des victimes » (Chaumont, 1997) qui parque et divise celles et ceux qu'un stigmatisme concerne.

Si tant est que l'on puisse résumer l'humanité en deux catégories hermétiques l'une à l'autre pour contenter nos schémas binaires (Héritier, 1996), la rareté de connaissance sur l'une des deux réduit nos possibilités d'être attentif aux interactions entre inégaux. À cette période historique où nombre de jeunes chercheurs en sciences sociales sont tentés par les approches relationnelles et réceptifs à l'*agency*, les conséquences de cette lacune ne sont pas le moindre des paradoxes. Il y a une tension entre ces dernières approches, qui décrivent les données recueillies en termes foucauldien de rapports et circulation de pouvoir, et l'engouement

pour l'étude des discriminations qui réactualise la domination bourdieusienne, davantage unidirectionnelle. Ces coexistences complexes, encore partiellement pensées, sont peut-être également l'indice de l'émergence de nouvelles déclinaisons du structuralisme, après que l'affaiblissement récent des postures marxistes et matérialistes tellement présentes dans les milieux académiques français des années 70 a été digéré, après que nous ayons aussi commencé à réfléchir la consolidation involontaire de modèles néolibéraux compris dans la propension aux approches interactionnistes ou relationnelles, sensibles à des formes d'*empowerment*, particulièrement dans les recherches sur les rapports sociaux de sexe, la sexualité et le sida (Deschamps, 2013). Mais ces coexistences pour lesquelles nous n'avons pas encore les moyens de la distance (d'où le caractère exploratoire de cet article), conjuguées ici au goût pour l'étude des discriminations, ne questionnent-elles pas aussi en filigrane les méthodes de prédilection des anthropologues et de nombre de qualitatistes ? *Quid* de l'induction lorsque, exigeant en théorie de partir de la seule unité de lieu et de temps en observant d'abord tous azimuts, on décide dès les premiers pas sur un terrain de vérifier une hypothèse bien particulière ?

Glissements de terrains *in situ*

Les doutes émis jusqu'ici à l'encontre des études sur les discriminations visent également les enquêtes que j'ai faites, mes choix de terrain, mes angles d'analyse et mes préférences bibliographiques. Mes déplacements d'ethnographie en ethnographie et mes vagues hésitations entre approches relationnelles et approches structuralistes devraient continuer de convaincre que j'inclus mes travaux dans la critique.

La prostitution de rue a été mon entrée dans une sociologie pour laquelle la ville n'est pas seulement un contexte mais devient constitutive de la problématique. Exposer le passage vers la deuxième de mes études qui articule le genre à l'urbain fait sens. Au terme de la recherche sur le travail sexuel, j'étais surprise par deux

constats non anticipés et que seule l'observation lente et longue a fait émerger. Des travaux antérieurs aux miens montrent que les prostituées sont discriminées *aussi* au motif qu'elles occupent un espace public communément réservé aux hommes et font montre d'une mobilité géographique atypique dans le franchissement des frontières (Pryen, 1999 ; Pheterson, 2001 entre autres). À cet égard, j'observais sur mon terrain francilien des différences marquées entre les hommes, les trans et les femmes proposant des services sexuels explicitement rémunérés dans les rues de la capitale ou dans les bois qui la jouxtent. D'une part, les femmes, davantage que les trans, et à l'inverse des hommes qui ont des territoires de racolage élargis, décrivent leur lieu d'exercice extérieur en terme d'adresse : leur bout de trottoir ou leur emplacement entre tel ou tel arbre d'une allée de Vincennes ou Boulogne est quasiment signifié comme une excroissance d'un espace privé à ciel ouvert ; il se cartographie aisément. La figure d'exception que les prostituées paraissent représenter en première instance est donc mise à mal ; elles ressemblent finalement davantage aux femmes qui ne se prostituent pas que ne le laissent supposer les images que nous nous faisons d'elles : leur discrimination, au sens de leur séparation, répond ici à des impératifs qui nient certains faits. D'autre part, ces mêmes prostituées, toujours *a contrario* de leurs homologues masculins et dans une moindre mesure des trans, témoignent d'une peur panique des déplacements dans la ville, de la marche dans les rues et des transports en commun. Seul leur lieu d'activité leur semble rassurant mais leur occupation statique d'une toute petite parcelle de bitume ne contribue en rien à leur rendre familiers les espaces alentours. Ce deuxième constat a paru surprenant à la simple habitante de Paris que j'étais alors, qui se déplaçait sans connaître des angoisses particulières dans la capitale, aussi bien à pieds qu'en métro, de jour que de nuit, et sans avoir le sentiment d'avoir incorporé ce que Guy Di Méo (2011) appellerait plus tard les « murs invisibles ».

Ce double constat, qui pour le premier incite à départiculariser les prostituées des autres femmes et pour le second semble à l'inverse acter une différence dans la perception de la dangerosité

des déplacements urbains entre prostituées et non-prostituées, m'a conduite en 2006 à engager une deuxième recherche, apte à soutenir des points de comparaison. C'est à cette occasion que je réalisais combien, dès que l'on quittait des populations aussi « spectaculaires » que les prostituées, très peu de travaux existaient en France ou même dans les pays anglo-saxons sur l'articulation entre femmes et espace public, alors qu'autour de préoccupations de santé publique liées au sida, de nombreuses enquêtes avaient été menées sur les « hommes entre eux » (*men who have sex with men – MSM*) dans des lieux extérieurs de drague (Mendes-Leite & de Busscher, 1997 ; Proth, 2002 ; Redoutey, 2008 entre autres). Cet « oubli » des femmes « ordinaires » dans les recherches qui questionnent faits et gestes dans l'espace, et notamment l'espace public, peut se lire comme une lacune académique en elle-même discriminatoire : en creux, cette carence contient le risque d'un renforcement de la représentation voulant que les femmes sont bel et bien confinées au *domus* ou, travaillant souvent hors de leur domicile, gagneraient à passer le plus de temps possible dans les espaces clos pour éviter de tenter le diable. Or les représentations, toutes construites soient-elles, ont souvent la force de l'ADN lorsque par prévention de risques supposés ou pour éloigner la peur du stigmat, elles en viennent à diriger des manières de faire et de se donner à voir.

Au moment où je débutais la recherche sur des femmes multipartenaires (plus d'un partenaire sexuel par an – ce qui à Paris est assez courant) et leur manière d'user des espaces pour la séduction, les seuls ouvrages en français qui avaient bénéficié d'un minimum de publicité s'affichaient comme romans ou autofictions : *King-kong Théorie* venait de sortir (Despentes, 2006) et *La vie sexuelle de Catherine M.* (Millet, 2001) avait suffisamment perturbé le landernau culturel lors de sa parution pour que je l'aie gardé en mémoire. Ces deux récits émanaient et présentaient des femmes battantes et libérées de leur crainte des espaces publics. Virginie Despentes invitait par ailleurs à lire Camille Paglia (1992), cette chercheuse américaine à la fois sulfureuse et méconnue en France,

qui proposait du viol une interprétation en termes de « circonstance politique » et de « risque ordinaire » à dépasser, dédramatiser voire accepter pour accroître l'autonomie des femmes dans l'ensemble des espaces et à tous les moments, diurnes et nocturnes.

Certes en 2006, comme je débutais mon terrain, Maryline Lieber (2008) ou, du côté des géographes, Guy Di Méo (2011) et Yves Raibaud (2015) n'étaient pas encore connus pour leurs travaux sur les enjeux de genre dans les espaces publics. Mais comment expliquer que je sois restée sourde aux écrits de Carol Gardner (1995) ou, en français, à ceux, pionniers, de Jacqueline Coutras (1996) ? Pourtant, elle aussi regrettait le manque de travaux sur les « dimensions sexuées » des villes alors même que les femmes n'assument quasiment plus le « devoir spatial » qui était implicitement le leur dans le logis – devoir que non seulement elles ne peuvent plus mais ne veulent plus accomplir – qu'elles sont de plus en plus nombreuses à faire des trajets conséquents entre domicile et lieu de travail, qu'elles sont dorénavant à peu près aussi peu présentes que les hommes dans les efforts de « proximité résidentielle ». Rien avec quoi je puisse être en désaccord en somme, lorsqu'il s'agit, partant de ces données que nombre de statistiques confirment, de comprendre si cet éloignement du foyer conduit pour autant à un partage équitable du « droit à la ville » (Lefebvre, 1968).

Les raisons de ma surdité sont aussi à mettre sur le compte de mon éprouvé de violences verbales émises par des collègues alors que je travaillais sur la prostitution. Et cette expérience, dont on aurait pu aimer qu'elle soit à la hauteur des belles controverses scientifiques alors qu'elle a surtout pris la forme d'un empêchement de penser en paix, m'a sans doute enjointe à m'éloigner d'abord de toute interprétation en termes de discrimination. Car alors que les sociologues et ethnologues qui ont une expression publique demeurent généralement attentifs à ne pas déborder le périmètre de leurs savoirs acquis *in situ*, certains d'entre eux et elles, sans avoir pris la peine de la rigueur qui est souvent la leur, se sont peu privés de donner leur avis sur la manière dont il était séant de traiter de

prostitution. À leurs yeux, il fallait la montrer comme le visage paroxystique de la domination des hommes sur les femmes. Davantage, ces collègues estimaient irrecevable toute méthode qui accorderait du crédit à ce que disent les femmes prostituées, lesquelles seraient trop influencées et écrasées pour pouvoir émettre une parole ou un discours digne de constituer un matériau scientifique.

Or non seulement ce que je voyais et entendais ne permettait pas d'enfermer les prostituées dans la seule case victimaire, mais d'autres éléments se dégageaient du terrain qui m'entraînaient vers des analyses qui ne sont réductibles ni au champ de la déviance ni aux études sur les discriminations. Par exemple, la prostitution d'abord, le multipartenariat hétérosexuel ensuite, devenaient prétexte à démêler les rapports ambigus, parfois désirants, à la « monnaie vivante » (Klossowski, 1997). À la suite de Georges Bataille (1967), il s'agissait d'aborder l'ensemble des formes de sexualité (au travers ce qui fait lien entre elles) comme espace potentiel de dilapidation des richesses pour peut-être permettre à la société de se régénérer. La question devient alors de savoir si les travaux sur la discrimination sont compatibles avec le projet anthropologique. Ou alors, à l'instar de *l'archéologie de la violence* de Pierre Clastres (1999), pour faire sens en anthropologie, les discriminations ne devraient-elles pas être l'objet en soi, sans être associées à telle ou telle population ?

Paradoxes de la police spatiale du genre

Dans l'immédiat, les vives polémiques autour de la prostitution, ravivées en 2003 par le vote de la loi pour la sécurité intérieure (LSI) qui faisait du racolage un délit passible d'une peine de prison et d'une lourde amende (polémiques qui ont perduré en raison de la poursuite de l'actualité législative sur la question), ont produit des radicalisations et des caricatures. Pour ma part, ne mesurant pas encore la nécessité d'engager une réflexion épistémologique sur l'attention aux capacités d'agir qui était la mienne et celle de beaucoup de collègues de ma génération (sans

aujourd'hui en rejeter la fécondité d'ailleurs), non seulement je me méfiais des approches en terme de domination, de discrimination ou de violences, mais cette expérience tendue a eu des effets sur la manière dont j'ai d'abord abordé la recherche sur les femmes multipartenaires. *A posteriori*, force est d'admettre que j'avais l'espoir de montrer que la peur de l'espace public par les femmes n'était en rien justifiée. Sans doute aussi ne voulais-je pas que l'entrée par les risques ou les violences ne deviennent une sorte de « régime de vérité » (Foucault, 1976) qui borne la question du genre dans l'espace, comme la « santé sexuelle » avait pu autoriser mais diminuer la portée des travaux sur la sexualité (Giami, 2002). Dit autrement, je me méfiais des « registres de justification » (Boltanski & Thévenot, 1991) ayant les atours des arguments d'autorité.

Toutefois, dire une méfiance dans la réduction d'une observation à ce qui fait problème (donc dire une résistance à procéder par simple vérification d'hypothèses) n'est pas incompatible avec le repérage de points de tension. Or le deuxième de mes terrains, sans démontrer l'existence de dangers physiques ni que je me cantonne à être exclusivement réceptive aux ratés du monde, a contre mes attentes mis à jour un dispositif fort de contrôle des femmes et des hommes dans l'espace. Les écrits de l'historienne Judith Walkowitz (1992) sur Jack l'Éventreur ont tendu un pont entre mes deux premières recherches. Le fil conducteur porte sur les représentations qu'affermissent certains faits divers.

Lors du premier terrain au début des années 2000, des prostituées installées de longue date ânonnaient le récit d'un meurtre survenu en 1999, le transformant pour mieux convaincre leurs jeunes concurrentes étrangères du caractère létal, pour ces dernières exclusivement, du racolage sur les trottoirs de la capitale. Le meurtre initial est celui de Ginka Trifonova, bulgare de 19 ans, dans une rue du nord-est parisien, par un homme de nationalité française qui n'avait pas partie liée au monde de la prostitution. Le crime, rapporté à loisir par des « traditionnelles », devient celui d'une prostituée venant d'un pays d'Europe de l'Est, mineure, par son proxénète, étranger lui aussi. Or à plus d'un siècle de distance, les

meurtres contre des prostituées de Jack l'Éventreur font écho à la mort de Ginka Trifonova. Il assassinait à Londres en 1888 des femmes dont la fréquentation des trottoirs semblait la preuve de petite vertu. Ses crimes, à l'instar de celui de la jeune bulgare (Rolin, 2002), ont inspiré la littérature, le cinéma et la télévision. Ils ont armé la représentation qui fait accroire que l'espace public est dangereux pour les femmes. Pour autant, l'équation qui fait coïncider la présence de femmes dans l'espace public avec des mœurs légères peine à convaincre avec la même efficacité en 2016 qu'à l'époque victorienne. Comme l'écrit Annie Dussuet (2004 : 75) à propos de la période actuelle : « En apparence, la société française, comme les autres sociétés occidentales contemporaines, repose sur un principe de mixité : aucun espace [...] ne semble inaccessible aujourd'hui aux femmes, de même, aucun espace n'est interdit aux hommes ». Lorsque sont relatés aujourd'hui les faits de violence dont sont victimes des prostituées de rue, nous sommes en présence de ce que la majorité des femmes peut interpréter de l'ordre d'un spectaculaire qui les concerne peu, notamment parce que dans les pays occidentaux la prostitution s'est vue radicalement distinguée des autres formes de contrats sexuels (Broqua & Deschamps, 2014). Il faut donc mettre en place un arsenal médiatique plus générique, *via* des crimes et délits qui concernent des populations ordinaires, pour convaincre l'ensemble des femmes du maintien de la dangerosité des espaces à ciel ouvert. C'est pourquoi, comme une minorité de femmes rencontrées au cours de la deuxième recherche, notamment les plus jeunes, me racontaient une certaine appréhension des espaces publics nocturnes alors même que, concrètement, elles n'avaient jamais été victimes d'agression qui porte atteinte à leur intégrité physique dans ces lieux, j'ai commencé, parallèlement au terrain, à recenser les faits divers faisant l'objet de médiatisation et articulant genre et espace. Or la préférence journalistique pour certains d'entre eux renforce le sentiment d'une plus grande menace dans les espaces extérieurs pour les femmes que pour les hommes, à rebours des statistiques. Nous sommes face au double paradoxe suivant : les études quantitatives

en population générale (Jaspard, 2005) montrent que les femmes subissent le plus de violence physique dans leur environnement proche, le plus souvent au sein du foyer. Pourtant, les faits divers retenus par la presse comme les lois qui régissent les espaces publics continuent d'asseoir les représentations qui confortent l'idée que l'extérieur est leur lieu du danger. À l'inverse, pour les hommes, les espaces publics sont figurés comme « milieu naturel » alors que c'est là qu'ils encourent le plus de risques d'agression et d'homicides.

Ces deux faces d'une même médaille paraissent laisser entendre, pour les femmes et pour les hommes, des expériences construites en miroir inversé. Mes observations ont toutefois montré des formes de communauté de destin qui *de facto* sortent du seul registre des représentations pour atteindre les possibilités d'agir. *A contrario* des prostituées et en nuancant pour les plus jeunes et celles qui déclarent le moins de partenaires, les femmes hétérosexuelles et multipartenaires que j'ai rencontrées arpègent sans crainte les rues parisiennes pour rentrer chez elles aux petites heures matinales. Mais si l'on décrit l'usage sexualisé qu'elles font des lieux extérieurs, un gouffre les sépare de ces « hommes entre eux » que les recherches sur le sida ont fait sortir de l'ombre. Quelques récits d'aventures sexuelles furtives à l'abri d'une porte cochère miraculeusement sans code ont été rapportés, de même quelques expériences tout aussi rapides dans les toilettes des établissements ou de rares frasques derrière les buissons de parcs publics. Globalement pourtant, pour les femmes et les hommes hétérosexuels, il n'y a pas, dans la ville à ciel ouvert, l'équivalent des lieux de drague dédiés aux pratiques homosexuelles masculines. Plus précisément, l'hétérosexualité étant en théorie possible partout dans la discrétion urbaine, elle ne l'est nulle part, faute d'espaces extérieurs identifiés. Première conséquence : les femmes rencontrent majoritairement leurs partenaires sexuels dans des lieux fermés, d'ailleurs plus souvent dans leur milieu professionnel ou chez des amis que dans des bars. La seconde conséquence, plus lourde, tient dans le lieu où elles vont pouvoir avoir une sexualité : dans la quasi majorité des cas un lieu couvert, à leur domicile ou celui de leur

partenaire lorsque cela est possible, dans des hôtels bon marché assez régulièrement aussi. Or ces limitations spatiales impliquent *de facto* des conséquences temporelles. Car aller chez l'une ou chez l'autre, ou payer une chambre pour la nuit, c'est nécessairement passer un certain temps avec le partenaire, y compris s'il est pensé sans lendemains communs. En d'autres termes, les femmes comme les hommes hétérosexuels sont guidées implicitement vers des attachements plus forts par la seule mécanique de la durée. Ces dissymétries spatiales et temporelles entre les hommes et les femmes, croisées avec des dissymétries liées au sexe de leurs partenaires, constituent une sorte de codicille pour un contrôle du genre dans l'espace. Il ne s'agit pas ici de l'incorporation d'un plafond de verre spatial qui ne concernerait que les unes, mais d'une difficulté d'usage associée à une orientation sexuelle et qui se tricote avec des représentations liées aux appartenances de sexe.

De quoi les discriminations sont-elles le nom ?

Encore faut-il apporter une nuance : le récit des vécus et ressentis de la ville nocturne sépare nettement les habituées de la drague de celles qui sont novices. Les deux catégories de femmes (quel que soit leur âge) rapportent qu'aux premières heures après la fermeture du métro, se déplacer non accompagnée occasionne des tentatives de séduction par des hommes seuls ou en bande ; ce que j'ai pu constater également. Mais autant ces tentatives ne sont ni jugées inquiétantes ni racontées sur le registre de l'événement par les habituées, qui disent avoir appris à les déjouer, s'en amuser, s'en sentir flattées ou exceptionnellement en profiter, autant elles incommode les autres femmes, qui peu ou prou les interprètent comme l'indice d'un dérapage violent toujours possible. Un double continuum de la perception des risques paraît se dessiner qui, d'une part, va des femmes déclarant le plus de partenaires sexuels sur la vie entière (perception faible ou inexistante du risque) à celles qui en déclarent peu (perception majorée), et va d'autre part des femmes les plus âgées (perception faible) aux femmes les plus jeunes. Il invite *a minima* à prendre des pincettes intersectionnelles

(Kergoat, 2009) avant de parler de discriminations généralisées dont seraient victimes également toutes les femmes. Il questionne aussi le sort à réserver dans les analyses tout autant à celles qui n'éprouvent pas comme violent de se faire draguer voire attoucher contre leur gré, et à celles qui décrivent comme traumatisants ces mêmes actes qui *de facto* ne portent pas atteinte à leur intégrité physique. Qui serions-nous pour invalider l'un des versants de ces témoignages ? Par contre, décider d'en faire quelque chose, sans hiérarchiser les crédibilités et en acceptant l'amplitude entre les différents éprouvés de ce qui fait violence pour les unes et ce qui peut aller jusqu'à faire flatterie pour d'autres, revient à acter des agentivités individuelles et relationnelles, dans un monde où l'attention aux sujets est peut-être en passe de devenir structurelle. Ces agentivités sont-elles pour autant solubles dans un structuralisme classique qui, de fait, cesse de considérer les paradoxes des contextes et des témoignages pour mettre à jours des dispositifs qui dépassent les volontés et les arts de faire ?

La dernière enquête sur le genre dans les espaces publics ouvre des pistes. Ce ne sont plus les actes ou caractéristiques d'une population donnée qui sont l'objet de la recherche, mais une rue, dans ses différentes temporalités, avec les personnes très diverses qui l'empruntent. Pour l'instant, seule une observation passive des lieux à différents moments du jour et de la nuit a été mise en œuvre. Aucun recueil de paroles ou de discours : seule la vue est mobilisée. Or même si je reste attachée à l'induction, l'extrait de mon journal de terrain placé en exergue de cet article montre que mon œil est tout accaparé à repérer des signes de discrimination indirecte qui pèseraient sur les femmes. Sans doute l'identification imprévue, lors de mon étude précédente, d'un dispositif représentatif, législatif et factuel d'un contrôle des hommes et des femmes dans l'espace m'a-t-elle sensibilisée. Mais a-t-elle obnubilé mon regard au point qu'il se voile devant des inégalités qui ne sont pas liées au genre ou des phénomènes non évidemment discriminatoires ? À relire mon cahier ethnographique et à le comparer aux données recueillies précédemment, un premier élément a fini par me sauter aux yeux : ce

n'est pas tant ou seulement un « droit à la ville » qui n'est pas également partagé mais un *droit à la nuit*, laquelle incarne l'imaginaire du danger et ontologise divers sentiments d'appartenances sociales. Mais alors que la sociologie ou l'anthropologie urbaine sont un champ constitué depuis plusieurs décennies, la nuit peine encore à être reconnue comme objet de recherche par les sciences sociales. À minima, encourager un croisement spatio-temporel pourrait affiner les analyses.

Étymologiquement, discriminer consiste à distinguer, à séparer. Qui travaille sur les discriminations s'intéresse moins à ce qui fait lien, relation, même tendue, qu'à ce qui oppose. Approprié par le langage du Droit, la lutte contre les discriminations directes ou indirectes est née de la revendication d'une plus grande égalité, dans le cadre de l'emploi et des embauches notamment. En France, la plupart des différences de traitement entre les hommes et les femmes, selon des critères de race, d'orientation sexuelle... ont été supprimées de la loi. Davantage, ces différences de traitement sont punies lorsqu'elles arrivent devant les tribunaux. C'est à ce stade où ne semblent plus rester que mille et un plafonds de verre que les sciences sociales s'emparent du mot discrimination, sans assez s'interroger sur l'adéquation de ce concept mou et flou à l'objet de ses disciplines. Il reste à mon sens chargé de son histoire et, en l'état, limite l'attention à ce qui, bien que traversé par des rapports de pouvoir et des inégalités sociales (non réductibles à la question des discriminations), fait société et humanité. Il met potentiellement en péril tout autant les approches interactionnistes ou relationnelles qui actent le retour du sujet, que les approches structuralistes qui le dépassent. L'enfermement de groupes dans une identité victimaire est à craindre, de même un appauvrissement dans la compréhension de la complexité et, en termes politiques et par effet de séparation, une exacerbation des tensions plutôt que leur réduction. Par ailleurs, alors que le droit commence toujours par présumer innocent un corps que seule la tenue d'un procès rendra parfois coupable, les sciences sociales, en s'emparant du terme de discrimination, paraissent parfois désigner un présumé coupable tautologique et

abstrait – faute que l'enquête sur les « bourreaux » n'ait ou ne puisse avoir lieu – qui les éloigne radicalement de leur projet initial. Elles endossent la responsabilité d'essentialiser des victimes, qui elles constituent bien leur chair à enquête. Si l'anthropologie et la sociologie devaient continuer à s'emparer de la question, peut-être devraient-elles au préalable aborder les discriminations comme un dispositif social qui parle par-delà les cloisonnements entre différentes catégories de personnes ou, à la rigueur, observer de quel dispositif les discriminations sont le nom en comparant leur instrumentalisation selon les groupes ou les objets qu'elles mettent en concurrence. À ce propos, que conclure du hiatus – pour rester polie – entre la médiatisation de la nuit de la Saint-Sylvestre qui laissait accroire, sur la plupart des radios, des télévisions et autres réseaux sociaux que plusieurs dizaines voire centaines de réfugiés avaient agressé des femmes à Cologne le 1^{er} janvier 2016, et le premier procès relatif à cette affaire qui s'est tenu au tribunal de Hambourg et s'est soldé en novembre 2016 par la relaxe des accusés et la révélation que la police avait largement amplifié les preuves qui pesaient contre eux ? À noter que ce verdict, à l'inverse de l'emballlement médiatique de janvier, n'a quasiment pas fait l'objet de publicisation...

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BATAILLE G., 1967 [1949]. *La part maudite*. Paris, Minuit.
- BECKER H., 1985 [1963]. *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*. Paris, Métailié.
- BOLTANSKI L., THÉVENOT L., 1991. *De la justification. Les économies de la grandeur*. Paris, Gallimard.
- BORILLO D., 2001. *L'homophobie*. Paris, PUF.
- BREKHUS W., 1998. "A Sociology of the Unmarked", *Sociological Theory*, 16(1): 34-51.
- BROQUA C., DESCHAMPS C. (dir.), 2014. *L'échange économico-sexuel*. Paris, EHESS.

- CHAUMONT J.-M., 1997. *La concurrence des victimes : génocide, identité, reconnaissance*. Paris, La Découverte.
- CLASTRES P., 1999. *Archéologie de la violence. La guerre dans les sociétés primitives*. La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- COUTRAS J., 1996. *Crise urbaine et espaces sexués*. Paris, Éditions Masson/Armand Colin.
- DESCHAMPS C., 2013. « Les recherches sur la sexualité et le sida sous les fourches caudines du néolibéralisme » *L'Homme et la société*, 189-190(3-4) : 145-162.
- DESPENTES V., 2006. *King-kong Theorie*. Paris, Grasset.
- DI MÉO G., 2011. *Les murs invisibles. Femmes, genre et géographie sociale*. Paris, Armand Colin.
- DUSSUET A., 2004. « Le genre du territoire domestique » in BARD C. (dir.), *Le genre des territoires. Féminin, masculin, neutre*. Angers, Presses Universitaires d'Angers : 75-85.
- FASSIN É., 2003. « L'inversion de la question homosexuelle », *Revue française de psychanalyse*, 67(1) : 263-284 (en ligne, consulté le 20.01.2017).
- FOUCAULT M., 1976. *Histoire de la sexualité. La volonté de savoir*. Paris, Gallimard.
- GARDNER C. B., 1995. *Passing by. Gender and Public Harassment*. Berkeley, The University of California Press.
- GIAMI A., 2002. "Sexual health: the emergence, development, and diversity of a concept", *Annual Review of Sex Research*, 13: 1-35.
- GOFFMAN E., 1975 [1963]. *Stigmaté. Les usages sociaux des handicaps*. Paris, Minuit.
- HÉRITIER F., 1996. *Masculin/Féminin. La pensée de la différence*. Paris, Odile Jacob.
- JASPARD M. (dir.), 2005. *Les violences contre les femmes*. Paris, La Découverte.
- KERGOAT D., 2009. « Dynamique et consubstantialité des rapports sociaux », in DORLIN E. (dir.), *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*. Paris, PUF : 111-126.
- KLOSSOWSKI, 1997 [1970]. *La monnaie vivante*. Paris, Rivages.

- LOCHAK D., 2003-2004. « La notion de discrimination », *Confluences Méditerranéennes*, 48 (Discriminations ethniques. De la difficile définition juridique et statistique).
- LEFEBVRE H., 1968. *Le droit à la ville*. Paris, Seuil.
- LIEBER M., 2008. *Genre, violences et espace public*. Paris, Presses de Science Po.
- MENDÈS-LEITE R., de BUSSCHER P.-O., 1997. *Back-rooms : microgéographie sexographique de deux back-rooms parisiennes*. Lille, Cahiers Gay Kitsch Camp.
- MILLET C., 2001. *La vie sexuelle de Catherine M.* Paris, Le Seuil.
- PAGLIA C., 1992. *Sex, Art and American Culture*. New York, Vintage Books.
- PHETERSON G., 2001. *Le prisme de la prostitution*. Paris, L'Harmattan.
- PROTH B., 2002. *Lieux de drague. Scènes et coulisses d'une sexualité masculine*. Toulouse, Octares Editions.
- PRYEN S., 1999. *Stigmate et métier. Une approche sociologique de la prostitution de rue*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- RAIBAUD Y., 2015. *La ville faite par et pour les hommes. Dans l'espace urbain, une mixité en trompe l'œil*. Paris, Éditions Belin.
- REDOUTEY E., 2008. « Drague et cruising. Géométamorphose d'un mouvement exploratoire », *Echogéo*, 5 [revue en ligne sur revues.org].
- ROLIN J., 2002. *La clôture*. Paris, POL.
- WALKOWITZ J., 1992. *City of Dreadful Delight. Narratives of Sexual Danger in Late-Victorian London*. London, The University of Chicago Press.

*

Résumé :

Trois terrains successifs sur le genre dans des espaces publics parisiens servent de socle à l'article : deux ethnographies passées (la première sur des prostitué-e-s de rue ; la seconde sur des femmes multipartenaires et leurs parcours dans des espaces publics, notamment la nuit) et une observation en cours, portant sur une rue unique et les usages qu'en font les personnes qui

l'empruntent. Partant de ces recherches, il s'agit d'une part d'en proposer une lecture réflexive *a posteriori* et, d'autre part, de les faire dialoguer avec des travaux comparables. Il s'agit également de prendre prétexte de ces enquêtes pour tenter de comprendre le long silence de la sociologie et de l'anthropologie sur l'articulation entre genre et espace. *In fine*, à partir de mes propres recherches comme de celles de collègues, l'article veut questionner la part de construit scientifique de la catégorie de discrimination lorsqu'elle est associée au genre.

Mots-clefs : genre, espace public, discrimination, induction, épistémologie.

Summary

Discrimination, Gender and Parisian Public Spaces: The Pernicious Effects of Good Intentions

Three successive studies of gender in Parisian public places are the basis for this article: two past ethnographies (the first on street prostitutes; the second on multi-partner women and their movements in public spaces, particularly at night) and a current study of a single street and the practices of those who use it. Here this research serves, on the one hand, for an *a posteriori* reflexive reading and, on the other, to establish a dialogue with other qualitative studies on the same subjects. The article also attempts to understand the long silence of sociology and anthropology on the junction of gender and space. *In fine*, using my own research as that of colleagues, the goal is to question the role of scientific construct in the category of discrimination when it is associated with gender.

Key-words: gender, public space, discrimination, induction, epistemology.

* * *